

Métropole de Lyon : 22 licenciements !

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 15 décembre 2022

Centre d'Échanges de la gare de Perrache : la Métropole et son Président déçoivent lourdement les salarié·es de l'entreprise de nettoyage, en grève depuis le 10 octobre.

Une décision lourde de conséquences

Fin décembre, se termine le marché de prestations de nettoyage du Centre pour les 22 salarié·es de la Société AEC qui y interviennent depuis des années. La Métropole ayant changé les clauses du marché, toutes et tous sont privé·es du transfert automatique de leur contrat de travail ! **Au nom de la lutte pour « l'insertion », on aboutit à 22 licenciements !**

Cette responsabilité, la Métropole et son Président ne l'ont jamais reconnue.

Neuf semaines de grève

Il aura fallu 9 semaines de grève pour que les syndicats obtiennent de leur employeur, sous la pression de l'inspection du travail, un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi)... non encore signé à cette heure et qui leur offre peu de garanties.

La Métropole de Lyon a rencontré la Société prestataire pour « lui tirer les oreilles » au bout de 8 semaines de grève. Par contre, elle n'a jamais voulu rencontrer directement les grévistes et leur intersyndicale CNT/ S0-CGT-F0-CFDT qu'elle a renvoyée systématiquement à leur employeur AEC !

Un président « briseur de grève »

Pire, depuis le 1^{er} décembre, une autre entreprise de nettoyage opère sous protection policière ! Ceci alors que les grévistes

effectuaient eux-mêmes un « service minimum » tous les jours !

Le président de la Métropole refuse de reconnaître sa responsabilité et de rencontrer les grévistes et leurs syndicats. Il n'a pas accepté d'ouvrir la discussion, face aux carences de AEC sur la possibilité de reclassements qui existent sur des postes vacants. Il s'entête dans le refus du dialogue et va jusqu'à endosser le rôle de « briseur de grève » aux yeux des salarié·es. Ces dernier·ères l'ont exprimé lors de leur rassemblement du 7 décembre, place des Terreaux, à la veille de la Fête des Lumières.

Des soutiens politiques

Trois groupes politiques d'élus·es minoritaires, mais parties prenantes de la majorité, soutiennent publiquement les grévistes et leurs syndicats (le Groupe PC, celui PG/FI et Lyon en Commun où siège notre élue Laurence BOFFET). Ils ont dénoncé l'attitude de la Métropole.

Si les soutiens syndicaux au plan départemental sont aussi très discrets – sauf en ce qui concerne la CNT-SO syndicat majoritaire (Cf. l'interview dans la [La lettre d'information de Laurence BOFFET](#)) – une unité s'est faite au plan politique entre PG, FI, NPA, POID, PC et ENSEMBLE!

Au plan national, les soutiens de deux député·es de la FI – Rachel Kéké et François Ruffin – ont été appréciés, mais n'ont pas suffi à créer une dynamique de soutien plus large. Tout a reposé sur la combativité et le dynamisme de l'intersyndicale locale (piquet de grève constant, rassemblements, manifestation, communiqués et tracts d'explication) et sur le soutien des organisations citées, dont ENSEMBLE!

Un Conseil de Métropole décisif

Le Conseil de Métropole des 12 et 13 décembre est encore une opportunité pour que le président de la Métropole et sa majorité posent des actes concrets pour garantir l'emploi des 22 salarié·es. Au plan politique, la perspective de création

d'un service de nettoyage de la Métropole en régie publique est posée.

Armand Creus«

11/12/2022

**Dernières nouvelles : La Métropole lâche les 22 salariés...
Lamentable !**

Voici le communiqué de l'intersyndicale : « [Perrache : la grève s'arrête, la lutte continue](#) »

Pour en savoir plus : [Soutien aux salarié•es d'Arc-en-Ciel](#)